

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

79^e Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies

Thème : « Ne laisser personne de côté : agir ensemble pour la paix, le développement durable et la dignité humaine des générations présentes et futures »

Discours de SEM Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République du Sénégal

New York, 25 septembre 2024

Seul le texte prononcé fait foi

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Distingués délégués,

Permettez-moi tout d'abord de féliciter Monsieur Philémon Yang pour son élection à la présidence de cette 79^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que son prédécesseur, pour sa contribution à

la mise en œuvre de notre agenda commun. À travers vous, je formule mes vœux de succès dans la conduite de nos travaux. Je salue également l'engagement constant du Secrétaire général, Monsieur António Guterres, dont les efforts pour promouvoir la paix, la dignité humaine et le multilatéralisme sont plus que jamais nécessaires.

Le Sénégal renouvelle son plein soutien à sa mission en ces temps de grandes turbulences mondiales.

En prenant la parole aujourd'hui, je suis habité d'une conviction profonde : **l'unité dans la diversité est la clé pour garantir la paix, le**

développement durable et la dignité humaine pour tous, partout dans le monde. Ce thème de la présente session, qui guide nos discussions, nous invite à repenser nos responsabilités collectives, et à nous assurer que les principes fondateurs des Nations Unies, définis il y a près de huit décennies, continuent de porter la promesse d'un monde plus juste et plus équitable.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Nous vivons dans un monde troublé, où les principes de la Charte des Nations Unies, qui prônent l'égalité, la justice et le respect des droits humains, sont chaque jour mis à mal. Les

conflits s'étendent, les inégalités se creusent, et les crises climatiques aggravent la vulnérabilité de millions de personnes à travers le monde. De surcroît, nous assistons à une remise en cause inquiétante du multilatéralisme, à un moment où l'humanité en a le plus besoin.

Le monde doit se regarder en face, sans complaisance. Les valeurs que nous avons juré de défendre sont piétinées dans plusieurs régions du globe. Que l'on soit à Gaza, à Tel Aviv, à Dakar ou ailleurs, chaque être humain est porteur de cette égale dignité, une dignité qui transcende les frontières, les cultures et les appartenances religieuses. C'est notre devoir à tous de veiller à ce que cette dignité soit

protégée et respectée pour chaque être humain, sans exception. **Ce devoir est l'essence même des Nations Unies.**

Pourtant, nous constatons chaque jour que le droit international, ciment de la paix mondiale, est souvent violé. Des résolutions adoptées par cette même Assemblée sont ignorées. **En tolérant ces violations répétées, nous foulons aux pieds les principes de la Charte des Nations Unies et sapons les fondements mêmes de cette Maison de la paix.**

Jamais les fondements des Nations Unies n'ont autant vacillé qu'en ces temps de violence, de peur et d'incertitude. Si nous voulons éloigner le spectre de la guerre et œuvrer à

l'avènement d'un monde meilleur, alors il est temps de changer de paradigmes. Il est temps de remettre l'humain au centre de l'agenda international, comme nous y invite le thème de cette session.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur la tragédie qui se déroule dans le **Sahel**. Des groupes terroristes sèment la terreur, pillent et tuent des populations civiles innocentes. Cette région, autrefois stable, est désormais en proie à une violence quotidienne, tandis que les Nations Unies, et particulièrement le Conseil de sécurité, restent trop souvent inertes. **De**

même nous ne pouvons pas accepter que le Sahel devienne le théâtre de rivalités de puissances étrangères, dont les affrontements ne font qu'aggraver la déstabilisation de la région.

Je dois rappeler ici que **la paix et la sécurité de l'Afrique sont indissociables de la paix mondiale,** et il est impératif que le Conseil de sécurité remplisse pleinement son rôle en tant que garant de la stabilité internationale.

J'exprime à nouveau la préoccupation du Sénégal face à la situation tragique qui perdure en Palestine. Des générations entières y ont grandi sous l'ombre de l'oppression, privées de leur droit fondamental à un État viable.

Le Sénégal, en tant que Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, appelle à un cessez-le-feu immédiat et durable. Nous réitérons notre soutien à la solution des deux États, avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Cette guerre, qui n'épargne ni femmes, ni enfants, ni infrastructures vitales, est une plaie ouverte sur la conscience internationale. **Il est impératif que le droit international humanitaire soit rétabli** dans toutes les zones de conflits, et que les Nations Unies jouent pleinement leur rôle de médiateur et de garant de la paix.

Mesdames et Messieurs,

La paix, ce n'est pas seulement l'absence de guerre. **La paix, c'est aussi la possibilité pour chaque être humain de vivre dans la dignité, de se nourrir, de se loger, de s'éduquer et de recevoir des soins.** Or, aujourd'hui, plus de 750 millions de personnes ne mangent pas à leur faim, et des millions basculent chaque jour dans l'extrême pauvreté. Ces chiffres éloignent de plus en plus le monde des Objectifs de Développement Durable fixés pour 2030.

Nous ne pouvons plus accepter que les mécanismes de gouvernance mondiale continuent de reproduire ces inégalités. Il est temps de rompre avec la logique du chacun pour soi et de bâtir un nouveau contrat social global, fondé sur la solidarité et la coopération.

Ce contrat doit inclure des réformes majeures pour s'attaquer aux défis politiques, économiques et environnementaux de notre époque.

Premièrement, il est impératif de sauvegarder et de renforcer le multilatéralisme comme cadre unique d'action pour la paix et la sécurité internationales. Cela passe par une **réforme urgente des institutions mondiales**, notamment le Conseil de sécurité, le FMI et la Banque mondiale, afin qu'elles soient plus inclusives et qu'elles reflètent les réalités géopolitiques et économiques actuelles. Le continent africain, en particulier, doit avoir une place plus importante dans ces instances de décision.

Deuxièmement, il est temps de corriger les injustices économiques qui freinent le développement de nombreux pays du Sud. **Le commerce inégal, l'évasion fiscale, les flux financiers illicites et les congés fiscaux abusifs** ruinent les pays en développement, notamment en Afrique. Ces injustices doivent être corrigées pour permettre à tous les pays de participer pleinement au commerce mondial et de bénéficier de la croissance économique.

Troisièmement, il est essentiel d'agir avec détermination contre le réchauffement climatique, en respectant le **principe de responsabilité commune mais différenciée**. Les pays industrialisés, responsables

historiques des émissions massives de gaz à effet de serre, doivent intensifier leurs efforts pour financer une transition énergétique juste et équitable, qui ne pénalise pas les pays en développement. Nous devons impérativement protéger notre planète sans sacrifier les droits des nations les plus vulnérables à poursuivre leur développement.

Quatrièmement, il est nécessaire de rompre avec toute tentative d'imposition de normes civilisationnelles unilatérales. Depuis son indépendance, le Sénégal a toujours défendu **l'égale dignité des cultures et des civilisations**, et cette diversité doit continuer à être la base de la coexistence pacifique entre les peuples. Aucune nation ne devrait imposer aux autres

ses pratiques ou ses valeurs comme des normes universelles. Le respect des différences est le fondement de la paix et de la stabilité dans le monde.

Mesdames et Messieurs,

Le Sénégal est fermement engagé dans cette voie. Nous avons choisi de bâtir un État résolument tourné vers le développement durable, avec des initiatives ambitieuses dans des domaines tels que les énergies propres, la souveraineté alimentaire et la gouvernance transparente. Mais nous savons que, pour réussir, nous avons besoin de l'action collective et de la solidarité internationale.

Aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut relever seul les défis qui menacent l'humanité. Il nous faut agir ensemble, unis dans la diversité, pour construire un avenir où la dignité humaine est respectée, où la justice prévaut, et où la prospérité est partagée. C'est par la coopération et le respect mutuel que nous surmonterons les crises qui secouent notre monde.

Je vous remercie de votre aimable attention.